

Édito Longtemps considérées en France comme des « sciences de l'esprit et de la plume », les sciences humaines et sociales ont été absentes des grands plans d'équipements pour la recherche.

A partir des années 1980, les différents rapports de prospective consacrés aux SHS ont émis des propositions pour sortir de la pénurie constatée dans les domaines des bibliothèques de recherche ou des outils informatiques.

Des mesures importantes ont été prises sans pour autant que les manques soient palliés :

- Années 1960 : création de la bibliothèque de recherche de la fondation Maisons Sciences de l'Homme de Paris ;
- Années 1980 : création d'un laboratoire informatique pour les sciences sociales ; d'une banque de données en sociologie politique à l'IEP de Grenoble et du LASMAS, laboratoire d'analyse secondaire et des méthodes appliquées à la sociologie ;
- fin 1990 / début 2000 : création du comité de concertation des données pour les SHS et du centre Quételet ; création de nombreuses Maisons des Sciences de l'Homme et de plateformes de travail partagées ;
- 2004 : création d'ADONIS par le CNRS, portail destiné à mettre en relation l'ensemble des données numérisées des SHS ;
- 2007 : création du Cléo, infrastructure d'édition numérique ;
- 2013 : création de PROGEDO et Huma-Num.

La reconnaissance, en 2012, de deux Très grandes infrastructures de recherche en SHS, PROGEDO et Huma-Num, articulées aux Maisons des Sciences de l'Homme et à leur réseau, est le fruit de la formidable inventivité des acteurs de terrain et d'une conviction de l'intérêt majeur de ce domaine que nous avons été quelques-uns, responsables scientifiques et responsables d'établissements, à partager.

Sans la liberté laissée aux « chercheurs/créateurs » et le soutien à une solide organisation en réseau, il est impossible de surmonter les défis actuels, tant pour la production de connaissances que pour leur diffusion.

Plus fragiles que par le passé, les données et documents numériques imposent pour être accessibles de façon pérenne, un ensemble de traitements qui tiennent compte à la fois du travail scientifique lui-même et des évolutions techniques.

Les instruments qui en résultent participent de notre responsabilité dans la transmission et l'utilisation du savoir scientifique sous sa forme numérique. Ils concourent en retour à transformer le métier même du chercheur.

Si l'innovation, l'excellence et l'implication de nombreux acteurs sont bien là, comme en témoigne cette lettre, il reste à renouveler le constat d'un soutien financier trop faible. Moins de 1% de la part du budget des TGIR pour les SHS constitue encore le signe qu'un long chemin reste à parcourir...

Françoise Thibault, Déléguée générale de l'Alliance ATHENA et Directrice scientifique à la FMSH



L'interview de Bertrand Jouve

Directeur Adjoint Scientifique au CNRS, en charge des infrastructures de recherche en Sciences Humaines et Sociales, Bertrand Jouve fait le point sur l'organisation et les prochains développements des 2 TGIR SHS Huma-Num et PROGEDO.

Dotées chacune d'une UMS depuis le début de l'année 2013, les 2 TGIR SHS sont définitivement en ordre de marche. Quelles sont les prochaines étapes à franchir ?

Il faut envisager l'avenir des TGIR sur deux niveaux de dynamique : Europe-national et national-régional.

Concernant le premier niveau, il s'agit de positionner la France au sein des consortiums européens. Dans quels consortiums souhaitons-nous être présent et de quelle manière ? Dans quels domaines souhaitons-nous être leader ? Quels sont les secteurs pour lesquels une simple participation est souhaitable ?

La réponse est à la fois politique et scientifique. En effet, il peut exister une volonté politique forte de positionner la France en leader dans certains champs. Si la décision est prise au niveau ministériel, il est impératif que les budgets correspondants à cette volonté soient dégagés pour permettre à la communauté de répondre présent.

La réponse est également scientifique : il s'agit de savoir si nos communautés sont intéressées, si les forces en présence sont suffisantes par rapport aux communautés d'autres pays, si elles ont les moyens nécessaires... Un travail d'analyse des forces/faiblesses et besoins/attentes doit être réalisé.

Sur le deuxième niveau d'articulation, national-régional, il s'agit de structurer notre organisation afin de rendre nos actions plus efficaces.

Concernant Huma-Num, nous allons devoir réfléchir à la manière dont nous devons faire évoluer la grille de services et la production de corpus. L'évolution de la grille doit notamment être pensée sur la dimension archivage et calcul intensif, en coordination avec les projets de data center sur les sites. Elle doit également suivre de près les besoins des chercheurs. Je pense notamment aux dispositifs de crowdsourcing. Quant aux corpus, certains consortiums, essentiellement disciplinaires, appuyés sur les MSH et qui se sont constitués pour produire des corpus, arrivent à échéance de 3 ans. Le conseil scientifique d'Huma-Num devra décider s'il faut les reconduire ou non, en créer de nouveaux...

Concernant ProgEDO, nous devons organiser la structure nationale qui va nous permettre à la fois de produire et de diffuser les données quantitatives des sciences humaines et sociales, de et vers l'europe. Pour les enquêtes européennes sur de grandes cohortes, qu'il s'agisse des enquêtes santé comme SHARE (Survey of Health, Ageing and Retirement in Europe) ou sociale comme ESS (European Social Survey), il s'agira d'en construire les nœuds français. La diffusion des données et des enquêtes sera organisée par le nœud français du consortium européen CESSDA (Consortium of European Social ...

... Science Data Archives) qui est un département de Progedo. Nous allons mettre en place entre 8 et 10 plateformes universitaires de données dans les Maisons des Sciences de l'Homme, à l'image de celles de Lille et Caen. Ces plateformes sont conçues comme des relais locaux des départements de Progedo. Elles seront le point d'accès aux enquêtes européennes et aux données.

Concernant les enquêtes elles-mêmes, il faut que nous réussissions à recenser les forces dont nous disposons afin, dans un premier temps, de déterminer si elles sont suffisantes et, dans un second, de les ajuster et de les structurer. De manière générale, il faut nous organiser de manière plus efficace afin de consolider les données françaises.

Ces plateformes universitaires de données constituent donc les points d'entrée vers les très grandes infrastructures de recherche ?

Exactement. Le réseau des MSH est destiné à accueillir ces plateformes de données. Les Maisons des sciences de l'homme seront les relais régionaux pour les services des 2 TGIR. Les chercheurs y trouveront les appuis nécessaires pour la construction des corpus numériques ou encore la participation aux grandes enquêtes. Nous souhaiterions aussi que l'articulation avec les Datacenters se fasse par le biais d'ingénieurs rompus aux données SHS et attachés aux MSH.

Les MSH sont clairement nos structures de mutualisation et de soutien pour le développement des humanités numériques. Le chercheur, qui est le premier acteur du processus de construction des humanités numériques, doit impérativement être soutenu dans ses démarches.

En décentralisant l'ensemble des process, nous aurons un meilleur ancrage territorial et donc une meilleure participation des chercheurs à l'action des TGIR.

Quelles sont vos attentes par rapport au GAMO TGIR de l'Alliance Athena ?

Le GAMO devra mener des réflexions transversales aux opérateurs de recherche sur les actions et évolutions à opérer pour développer les TGIR.

3 axes opérationnels ont d'ores et déjà été définis :

- Emettre des recommandations sur les dispositifs d'infrastructures européennes SHS : dans quels dispositifs la France doit-elle s'engager, quelles sont les solutions budgétaires les plus adaptées...
- Définir le périmètre des TGIR SHS : où commencent-elles, où s'arrêtent-elles, quelle est leur articulation avec les équipements d'excellence...
- Réfléchir aux grands dispositifs à soutenir pour avoir le leadership sur la construction de dispositifs européens : quels sont, sur le territoire national, les grands dispositifs qui vont nous permettre d'alimenter et construire les nœuds français des infrastructures auxquelles nous voulons prendre part, quels sont ceux qui nous permettraient une position de leader...

Une grille de lecture en trois dimensions peut être appliquée à chacun de ces axes :

- Identification des communautés engagées ou à engager ;
- Analyse stratégique : comment les pratiques évoluent-elles, quel est l'impact de la TGIR sur la qualité de la recherche, quels sont les liens avec les défis H2020 ;
- Analyse des priorités scientifiques des institutions impliquées.

Le mot de la fin ?

Le message est extrêmement simple : actuellement le budget des TGIR SHS françaises correspond à 0,8% du budget des TGIR en France, c'est-à-dire 2,4M€ pour 300M€ alloués. Le simple doublement de ce montant, qui monterait la part des SHS à seulement 1,8% du budget des TGIR, nous permettrait d'avoir des données numériques plus organisées et accessibles aux chercheurs, d'être aussi plus présent au niveau européen à un moment où il est maintenant convenu que les sciences humaines et sociales sont présentes dans l'ensemble des défis de société auxquels nous avons à faire face.

Bertrand Jouve, Directeur Adjoint Scientifique au CNRS, en charge des infrastructures de recherche en Sciences Humaines et Sociales



Date de création

2013 (Création de l'UMS)
2008 (1^{ère} feuille de route des TGIR)

Objet

Données quantitatives en sciences sociales

Missions

Mettre en œuvre, en France, une politique unifiée des données quantitatives :

- Participation des équipes françaises aux grands dispositifs européens.
- Accès aux données d'enquêtes de la recherche et de la statistique publique.
- Animation nationale autour des ressources de l'infrastructure.

Service proposés

- Accès aux données françaises via le Réseau Quetelet (grandes enquêtes, recensements et bases de données issues de la statistique publique française).
- Accès aux données européennes des enquêtes ESS (European Social Survey) et SHARE (Survey on Health, Ageing and Retirement in Europe).

PROGEDO / Huma-Num

Face à Face

Date de création

Mars 2013 (fusion du TGE Adonis (2007) et de IR-Corpus (2011))

Objet

Corpus de données de la recherche en SHS de toute nature : textuelles, orales, iconographiques, 3D, audiovisuelles, cartographiques...

Missions

Contribuer à l'outillage des corpus de données de la recherche pour en garantir la pérennité, la visibilité et l'accès pour des réutilisations futures dans le contexte d'accès libre aux données :

- Soutien à la concertation collective par l'action des consortiums disciplinaires.
- Mise en place d'un dispositif technologique qui permet le traitement, la conservation et l'accès aux données.
- Veille sur les besoins documentaires et technologiques des communautés (guides / formations).
- Coordination de la participation française à DARIAH, l'infrastructure numérique européenne de soutien et de développement de la recherche en SHS.



- Accès aux données internationales via le LIS (Luxembourg Income Study) et l'ICPCR (Inter-university Consortium for Political and Social Research).
- Des plates-formes universitaires de données pour mobiliser les compétences transverses au service des utilisateurs.

Fonctionnement

- 3 départements correspondant aux ERICs en données quantitatives : CESSDA (archive de données européenne), ESS (enquête sur les attitudes des européens) et SHARE (enquête sur la retraite et le vieillissement en Europe). Ces départements prennent en charge la production et/ou la diffusion ainsi que l'animation scientifique autour de ces données.
- 1 Conseil scientifique qui émet des avis sur les orientations à suivre.

L'organisation est portée par une unité mixte de services qui coordonne les contributions de 10 partenaires du monde de la recherche et de l'enseignement supérieur (CNRS, EHESS, INED, FNSP, GENES, UNICAEN, Université Lille 1, Université Paris Dauphine, EEP et IRDES).

Actions en cours

- Engager la participation française dans les ERICs de données quantitatives : signature de la participation à l'ERIC ESS et montage de la participation à l'ERIC SHARE.
- Intensifier l'accès à des bases de données internationales (européennes et américaines).
- Renforcer l'implantation locale de l'infrastructure par le déploiement de nouvelles plates-formes de données au sein des MSH.

Défis à relever

- Faire connaître les possibilités offertes par l'analyse secondaire des enquêtes préexistantes.
- Développer les pratiques de documentation : parent pauvre des enquêtes issues de la recherche, faute de temps et de financement, la documentation est un élément clé de la mise à disposition et de l'utilisation secondaire des données.
- Trouver les financements nécessaires pour assurer la participation française aux enquêtes longitudinales.

Quels atouts pour les chercheurs ?

- Accès libre et ouvert aux nombreuses données et micro-données d'enquêtes quantitatives en SHS, au niveau national et international.
- Exploration de nouvelles hypothèses de recherche grâce à l'appariement et à la ré-analyse des données pré-existantes.
- Elévation du niveau de connaissance dans l'utilisation et de traitement des données.
- Intensification des échanges pluridisciplinaires autour des données des différentes communautés disciplinaires françaises.

Quel impact pour la recherche en SHS ?

- Une mutualisation des ressources et un appel d'air pour les projets de recherche qui n'ont pas les moyens de produire leurs propres données.
- L'affirmation et le soutien des intérêts de la communauté quantitative française.
- Une meilleure mise à disposition des résultats de recherche dans la société et une valorisation de l'utilité de la recherche en SHS.
- Une légitimation de l'investissement dans les enquêtes SHS et un renforcement de l'intérêt des décideurs.

PROGEDO en 3 mots clés

Produire | Partager | Promouvoir

En savoir plus : www.progedo.fr | www.reseau-quetelet.cnrs.fr



Services proposés

- Une grille de services et d'outils mutualisés pour traiter, diffuser, visualiser et stocker des données.
- L'archivage à long terme des données de la recherche.
- La plateforme de recherche ISIDORE : instrument numérique de référence pour le signalement, l'enrichissement, l'accès et donc la valorisation des données de la recherche en SHS.

Fonctionnement

- 1 conseil scientifique, constitué de douze membres, se réunit pour donner son avis sur toutes les questions scientifiques et techniques liées aux activités de la TGIR.
- 1 comité de pilotage, constitué de neuf membres, valide les propositions budgétaires ainsi que les programmes mis en place par la TGIR.

La TGIR Huma-Num est portée par une unité mixte de services associant le CNRS, l'Université d'Aix-Marseille et le Campus Condorcet.

Actions en cours

- NAKALA : cette plateforme d'exposition permet aux producteurs de données scientifiques de disposer d'une infrastructure numérique de services garantissant un accès pérenne et interopérable à leurs données numériques. Ce service est actuellement proposé en version bêta.

Défis à relever

Introduire les logiques d'interopérabilité et de pérennisation dans tous les projets de production de données numériques.

Quels atouts pour les chercheurs ?

- Huma-Num accompagne les scientifiques dans l'appropriation des méthodes et des outils numériques tout en assurant la veille nécessaire permettant d'anticiper leurs besoins futurs.
- La TGIR garantit la préservation et la mise à disposition des données numériques de la recherche sur le très long terme pour une réutilisation ultérieure simplifiée.

Quel impact pour la recherche en SHS ?

- La TGIR est un instrument collectif qui évolue avec l'implication directe des scientifiques.
- Huma-Num contribue ainsi à une prise de conscience par les scientifiques des enjeux posés par le numérique.
- Elle est le lieu où les communautés font avancer à la fois la mise à disposition, par elles-mêmes, des corpus de données tout en accédant, à leur rythme, à des services technologiques communs et stables.

Huma-Num en 3 mots clés

Données de la recherche | archivage long terme | Interopérabilité

En savoir plus :

Site Web de la TGIR : <http://www.huma-num.fr>

Carnet de recherche : <http://humanum.hypotheses.org/>

Huma-Num est également présente sur les réseaux sociaux : Facebook et Twitter

Pour en savoir plus sur l'infrastructure DARIAH : <http://www.dariah.fr>

OpenEdition : une infrastructure de publication

Dédiée à la publication de la recherche en SHS, l'infrastructure OpenEdition œuvre pour le libre accès à l'information scientifique et le décloisonnement des espaces de communication.

Entretien avec Pierre Mounier, directeur adjoint du Cléo qui développe OpenEdition

Depuis 10 ans, le paysage de l'édition scientifique est en pleine recomposition. Le libre accès a ouvert la voie à différents modèles de publication. Quelle est celle choisie par le Cléo ?

Avec OpenEdition, le Cléo a décidé de développer un modèle de publication « open access » où ni l'auteur ni le lecteur n'a à payer. La tendance est de réduire les modèles de financement de la publication en libre accès au seul modèle « auteur-payeur » qui, s'il peut éventuellement fonctionner pour la publication de la recherche en sciences de la vie, n'est pas du tout adapté aux sciences humaines et sociales.

Or, il est tout à fait possible d'envisager des modèles de publication en libre accès financés différemment. C'est ce que nous proposons avec OpenEdition Freemium.

Le modèle freemium est basé sur un principe : le libre accès à l'information scientifique. Le libre accès ne signifie pas que tout doit être gratuit, mais que l'accès à l'information scientifique, c'est-à-dire au texte intégral des publications, doit être libre.

Les revues et livres que nous publions en freemium sont en libre accès sur le web (format html), qui est le support de communication le plus accessible car standard et universel. En revanche, nous commercialisons un ensemble de services « Premium » à valeur ajoutée, comme, par exemple, la possibilité de télécharger les publications sous forme d'ebooks ou de fichiers pdf. Ces services génèrent des revenus qui permettent de soutenir le modèle économique de la publication en libre accès.

Toutes les revues proposées dans OpenEdition souscrivent-elles au programme Freemium ?

Nous avons un engagement de principe en faveur du libre accès mais la situation de chaque revue, publication ou éditeur, est particulière. Il n'est pas possible de faire rentrer tout le monde d'un coup dans un même moule. Nous proposons donc plusieurs modalités.

Aujourd'hui, sur les 400 revues disponibles sur nos plateformes, un peu moins de la moitié ont adopté un principe de libre accès différé dans le temps. Ces quelque 150 revues sont dites à barrière mobile avec un embargo sur l'accès en texte intégral des numéros parus, pour la majorité, depuis un an.

Sur les 250 revues restantes, plus d'une centaine a décidé d'adopter le modèle Freemium. Les 100 dernières sont en full open access pour diverses raisons.

Le modèle économique de l'embargo permet aux revues de protéger leur modèle de diffusion papier. Ce choix sera difficile à tenir dans un futur plus ou moins lointain car les bibliothèques passent progressivement au tout numérique pour les revues en tout cas. Nous pensons que le modèle Freemium pourra alors progressivement prendre le relais. Cela ne signifie par la disparition de l'imprimé, en particulier pour la diffusion en librairie et par d'autres moyens. Le développement de l'impression à la demande constitue une voie prometteuse de ce point de vue.

Un modèle de financement finira-t-il par prendre le pas sur les autres ?

Je ne pense pas. L'avenir de l'édition en sciences humaines et sociales passera selon moi par la diversification des sources de revenus.

La publication en libre accès est le meilleur paradigme pour la recherche, car elle offre plus de visibilité, de « trouvabilité », une meilleure indexation, ce qui contribue à maximiser les usages. Charge aux

éditeurs et plateformes d'édition de trouver le moyen de tirer parti de ces usages plus intenses et plus nombreux. Le libre accès est, au final, l'adjuvant qui va encourager cette diversification.

Souscriptions, crowdfunding... les initiatives pour trouver de nouveaux modèles de financement sont nombreuses en ce moment. Nous pouvons imaginer qu'un éditeur parvienne à équilibrer son modèle de publication en additionnant subventions publiques, vente au format imprimé, modèle Freemium et crowdfunding. L'exercice n'est pas simple mais tout à fait envisageable.

OpenEdition est lui-même destiné à héberger d'autres modèles et il n'est pas impossible qu'un jour nous accueillions les livres libérés par Eric Hellman dans le cadre de son programme Gluejar, par exemple.

Les pouvoirs publics sont-ils conscients de l'enjeu que représente l'open access pour un meilleur accès à l'information scientifique ?

Pour le moment, la prise de conscience est insuffisante en sciences humaines et sociales. Le soutien des pouvoirs publics à l'édition en libre accès doit être plus fort. En l'absence de politique volontariste, il est à craindre que des modèles de publication, d'organisation et de communication de la recherche d'autres disciplines deviennent dominants et s'imposent progressivement aux disciplines qui nous concernent.

Mais pour cela, il est indispensable que les communautés SHS se coordonnent au niveau national et surtout européen. Les humanités numériques constituent un possible étendard de ralliement et sont susceptibles de créer les conditions favorables pour que les acteurs de toutes les disciplines et institutions s'assoient autour d'une même table et réfléchissent de manière coordonnée.

Je souhaiterais vraiment que l'on réfléchisse au fait qu'il y a besoin d'infrastructures pour les publications. OpenEdition est une infrastructure de fait. Elle est d'ailleurs l'un des contributeurs de Dariah. Une labellisation officielle en tant qu'infrastructure numérique constituerait un premier geste de soutien et de reconnaissance de l'importance de l'édition numérique en sciences humaines et sociales.

Avec ses 4 plateformes de livres, revues, carnets de recherche et événements, OpenEdition couvre tout le spectre de la communication scientifique. Quels sont ses prochains projets ?

L'objectif est maintenant d'internationaliser davantage ces plateformes, qu'il s'agisse du lectorat comme de l'autorat. Nous souhaitons accueillir de nouveaux contenus édités dans d'autres langues et d'autres pays pour construire un acteur réellement international et multilingue.

L'objectif est de trouver des partenaires dans les différentes aires linguistiques qui travailleront à faire vivre et croître une communauté d'utilisateurs, de chercheurs, d'éditeurs, de carnetiers dans leur aire. Le seul moyen de se faire connaître à l'étranger est de s'appuyer sur des relais locaux qui nous inscrivent dans le paysage local.

De nombreux partenariats ont déjà été lancés et le public s'est facilement approprié la marque OpenEdition. Aujourd'hui, nous trouvons la moitié de notre lectorat hors de France et entre 20 et 25% de nos contenus sont en langue étrangère.

Les chercheurs travaillent naturellement dans des réseaux qui sont transnationaux. Mais les structures de publication sont fortement nationales. Notre objectif est de créer un espace éditorial, de communication scientifique, qui soit le reflet de cet environnement de recherche. OpenEdition utilise toute la force du numérique et du libre accès en ce sens : décloisonner les espaces afin qu'un chercheur qui travaille dans un réseau transnational et multilingue ne se retrouve pas piégé dans l'espace d'une langue unique ou d'un seul pays pour publier, communiquer, partager et faire circuler ses idées.



CONTACTS

Directrice de la publication : Françoise Thibault
Comité éditorial : Chloé Lepart, Richard Persol

www.allianceathena.fr

Alliance ATHENA
190 avenue de France, 75013 Paris
T. : +33 (0)1 49 54 21 56